



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La répartition des gains de productivité dans la filière agro-alimentaire

Bernard Dechambre

Citer ce document / Cite this document :

Dechambre Bernard. La répartition des gains de productivité dans la filière agro-alimentaire. In: Économie rurale. N°220-221, 1994. Les revenus agricoles. Session de printemps 1993, 13 et 14 mai, au IAM de Montpellier, organisée par Jean-Pierre Butault, Bernard Delord et Patrick Rio, chercheurs au Département Economie et Sociologie Rurales de l'INRA. pp. 40-45;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1994.4603>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1994_num_220_1_4603

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

Au cours de la période 1977-1989, les gains de productivité de l'agriculture ont permis des baisses de prix des produits agricoles en termes réels qui ont bénéficié aux clients de la branche. L'application de la méthode des comptes de surplus aux données de la comptabilité nationale permet d'observer comment ces baisses de prix ont été transmises sur l'ensemble de la filière. Il s'avère que les industries agro-alimentaires ont en général bien répercuté ces baisses de prix dans leurs prix de vente. Au contraire, le commerce ne les a répercutés qu'imparfaitement. Les écarts entre prix à la production et prix à la consommation sont dans bien des cas imputables à l'augmentation des marges commerciales.

Abstract

Distribution of productivity gains in the food sector

Over the 1977-89 period, the productivity gains in agriculture have enabled the prices of agricultural products to fall in real terms, giving an advantage to the customers. An application of the method of "surplus accounts" to the data of National Accounts allows analysing transfers of purchasing power by prices between the different economic agents. Generally speaking, the food industries have properly transmitted these price changes to their selling prices. On the opposite, the trading sector have distributed them only imperfectly. The gap between production prices and retail prices is very often due to the increase of trade margins.

LA REPARTITION DES GAINS DE PRODUCTIVITE DANS LA FILIERE AGRO-ALIMENTAIRE

Bernard DECHAMBRE

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche - Direction des Affaires Financières et Economiques - Bureau de l'Evaluation et de la Prospective

Résumé :

Au cours de la période 1977-1989, les gains de productivité de l'agriculture ont permis des baisses de prix des produits agricoles en termes réels qui ont bénéficié aux clients de la branche. L'application de la méthode des comptes de surplus aux données de la comptabilité nationale permet d'observer comment ces baisses de prix ont été transmises sur l'ensemble de la filière. Il s'avère que les industries agro-alimentaires ont en général bien répercuté ces baisses de prix dans leurs prix de vente. Au contraire, le commerce ne les a répercutés qu'imparfaitement. Les écarts entre prix à la production et prix à la consommation sont dans bien des cas imputables à l'augmentation des marges commerciales.

DISTRIBUTION OF PRODUCTIVITY GAINS IN THE FOOD SECTOR

Summary :

Over the 1977-89 period, the productivity gains in agriculture have enabled the prices of agricultural products to fall in real terms, giving an advantage to the customers. An application of the method of "surplus accounts" to the datas of National Accounts allows analysing transfers of purchasing power by prices between the different economic agents. Generally speaking, the food industries have properly transmitted these price changes to their selling prices. On the opposite, the trading sector have distributed them only imperfectly. The gap between production prices and retail prices is very often due to the increase of trade margins.

Depuis 1973, les gains de productivité de l'agriculture ont été, pour l'essentiel, transférés à ses clients à travers les baisses en termes réels des prix des produits agricoles (BIMA 1989, Bureau, Butault, 1990). Cela n'est pas toujours bien perçu au niveau du consommateur final, puisque les prix des produits alimentaires ont évolué, sur cette période, à peu près comme l'indice général des prix. L'analyse de la transmission vers l'aval des baisses de prix des produits agricoles peut faire l'objet de plusieurs types d'approches. On présentera ici les résultats d'une application de la méthode des comptes de surplus (Courbis et Templé, 1975) aux données macro-économiques de la comptabilité nationale sur la période 1977-1989.

Les flux de la filière agro-alimentaire peuvent être observés à travers les différents comptes qui constituent le tableau entrées-sorties (TES) de l'économie nationale : équilibres ressources-emplois, tableaux d'entrées intermédiaires et comptes d'exploitation des branches. Ces comptes sont établis aux prix de l'année courante et aux

prix de l'année précédente, ce qui permet de dissocier les variations de volume et les variations de prix. Un premier essai avait été effectué sur les données de l'ancienne base des comptes nationaux (Dechambre, 1988), mais ce n'est qu'à partir de la base 1980 que l'on dispose d'une présentation bouclée de ces différents comptes ; on peut donc tenter d'esquisser un bilan complet des transferts de pouvoir d'achat qui s'opèrent par les variations de prix entre les différents agents de la filière agro-alimentaire.

I - LES BAISES DE PRIX AU NIVEAU DE L'AGRICULTURE

Pendant la période 1977-1989, le volume des livraisons de l'agriculture s'est accru de 35% alors que le volume des facteurs de production n'augmentait que très faiblement (+2%). Ainsi, la productivité globale de l'agriculture a progressé de 32% sur la période, soit en moyenne 2,3% par an.

Ces gains de productivité ont bénéficié principalement aux clients de l'agriculture. En effet, entre 1977 et 1989, les prix de la production agricole ont baissé de 24% en francs constants. Cette baisse de prix représente en 1989, pour les acheteurs de produits agricoles, une économie de 123 milliards de F (1) par rapport aux prix de 1977.

L'analyse des équilibres ressources-emplois des produits agricoles montre comment ces baisses de prix se répartissent selon les produits et selon les utilisateurs.

Les groupes de produits agricoles sur lesquels s'opèrent les transferts de pouvoir d'achat les plus importants sont : les céréales (40 milliards de F), les animaux (32 milliards), les fruits et légumes (25 milliards) ; le lait, dont le prix n'a baissé que de 13% sur la période, apporte une contribution plus limitée (10 milliards de F).

Cet apport de l'agriculture française, auquel s'ajoute un apport lié à la baisse des prix des importations, est absorbé en partie par une augmentation des marges commerciales ; il bénéficie principalement aux acheteurs de consommations intermédiaires (CI) pour 98 milliards de francs et aux clients étrangers pour 26 milliards de francs (tableau 1).

Tableau 1 - Transferts cumulés 1977-1989 (milliards de F 89) - Produits de l'agriculture

Ressources		Emplois	
Production	-123	Consomm. interm.	-98
Importations	-30	Consomm. finale	-9
Marges commerciales		Var. stocks	-9
- sur cons. finale	+16	Exportations	-26
- sur CI	-2		
- sur export	-2		
Taxes	-1		
Total	-142	Total	-142

Le consommateur final ne bénéficie directement que d'une petite partie de l'avantage apporté par la baisse des prix agricoles : il ne s'agit ici que des produits agricoles consommés en l'état (fruits et légumes, vin, oeufs) ; l'essentiel de la baisse des prix passe par les produits transformés.

Par ailleurs, c'est surtout sur la consommation finale que porte l'augmentation de marges, alors que les marges sur CI et sur exportations sont en baisse.

(1) Tous les montants dans cette note sont exprimés en francs constants de 1989. Les variations de prix correspondent aux prix déflatés par l'indice de prix du PIB

II - LA REPERCUSSION DES BAISSSES DE PRIX PAR LES IAA

L'avantage de 98 milliards de F apporté par l'agriculture aux acheteurs de consommations intermédiaires a bénéficié aux industries agricoles et alimentaires (IAA) à hauteur de 80 milliards de F, 10 milliards sont retournés à l'agriculture à travers les intraconsommations et 8 milliards ont bénéficié aux autres branches de l'économie.

La comparaison des courbes d'indices de prix (graphiques) montre que les fluctuations des prix des consommations intermédiaires en produits agricoles sont bien répercutées dans les prix de la production des IAA, la corrélation entre les deux indices étant d'autant meilleure que la part des CI issues de l'agriculture est plus importante dans la valeur du produit final.

La répercussion est bonne pour les branches S35 (viandes) et S36 (produits laitiers) pour lesquelles les CI agricoles représentent plus de 50% des charges totales. Elle est moins forte dans les branches S39 (travail du grain), S401-42 (IAA diverses) et S37 (conserves) pour lesquelles la part des CI agricoles représente respectivement 35%, 29% et 15% des charges totales.

Evolution en termes réels des prix de la production des IAA et des CI provenant de l'agriculture (Source INSEE, comptabilité nationale)



Illustration non autorisée à la diffusion

Illustration non autorisée à la diffusion

A l'extrême, la branche S38 (boulangerie-pâtisserie) n'achète aucun produit agricole ; si elle bénéficie de la baisse des prix agricoles, c'est uniquement par l'intermédiaire de ses achats de produits transformés auprès des autres branches de la filière : S39 (farine) et S401 (corps gras). L'essentiel (65%) des coûts de production de cette branche est constitué par la rémunération du travail et du capital (salaires et excédent brut d'exploitation) qui progresse en termes réels. Ainsi cette branche est la seule dont les prix à la production sont en hausse (+20%).

Toutefois, compte tenu de la part limitée des produits agricoles dans la valeur du produit final, la comparaison des indices de prix ne suffit pas à conclure à une transmission imparfaite des baisses de prix dans la filière ; on se fondera plutôt sur la comparaison des avantages obtenus sur les CI venant de l'agriculture (baisses de prix pondérés par les volumes) avec les avantages répercutés en aval au niveau des prix à la production (tableau 2).

Tableau 2 - Transferts de pouvoir d'achat au niveau des IAA

Branches IAA	avantage obtenu sur les CI (MF)	avantage répercuté en aval (MF)
Industrie de la viande	33601	40730
Travail du grain	13241	21686
Industries diverses	22463	28180
Produits laitiers	8317	13827
Conserves	2107	7816
Boulangerie pâtisserie	0	-8642
Total IAA	79729	103597

Les baisses de prix obtenues sur les CI venant de l'agriculture ont donc été amplifiées par les IAA, puisque ces branches répercutent vers l'aval un avantage globalement supérieur à celui obtenu : 103 milliards de F contre 80 milliards. Ce résultat a été rendu possible par des baisses de coûts de production au niveau des IAA liés aux gains de productivité réalisés, mais aussi aux baisses de prix des autres consommations intermédiaires.

Outre l'avantage obtenu sur les produits agricoles bruts, certaines branches - il s'agit des branches S37 (conserves), S38 (boulangerie-pâtisserie) et S39 (travail du grain) - bénéficient en effet de baisses de prix sur leurs achats de produits transformés issus d'autres branches de la filière et sur leurs intraconsommations. Au contraire, les prix des CI achetées en dehors de la filière sont à peu près stables ou en augmentation en francs constants.

Au total les transferts de valeur ajoutée induits par les baisses de prix des produits et des CI pour les branches des IAA sont peu importants sauf pour la branche S38 qui bénéficie d'un avantage net dû à la fois à la baisse de prix de ses CI et à l'augmentation du prix de ses produits.

Cet apport des IAA aux acheteurs de produits transformés, auquel s'ajoute une baisse de prix des importations de produits transformés (apport des fournisseurs étrangers de 29 milliards de F), est absorbé en partie par les marges commerciales qui opèrent un prélèvement de 22 milliards de F (tableau 3). Une partie est redistribuée à l'intérieur de la filière agro-alimentaire à travers les intraconsommations des IAA ou les CI de l'agriculture (aliments du bétail).

Le consommateur final retire un avantage de 20 milliards de F seulement, correspondant à une baisse des prix à la consommation des produits transformés de 3,9%.

Les clients étrangers bénéficient d'un avantage plus important de 25 milliards de F.

Tableau 3 - Transferts cumulés 1977-1989 (Milliards de F 89) - Produits des IAA

Ressources		Emplois	
Production	-103	CI intra filière	-45
Importations	-29	CI hors filière	-12
Marges commerc.		Consomm. finale	-20
- sur cons. finale	+21	Var. stocks	-8
- sur CI	-1	Exportations	-25
- sur export	+2		
Taxes	0		
Total	-110	Total	-110

Une analyse plus fine par produits montre pourquoi la baisse des prix à la production des IAA profite si peu au consommateur final (18% du total) :

Les baisses de prix les plus importantes portent principalement sur des produits de première transformation qui sont, soit exportés, soit utilisés à leur tour comme CI. C'est le cas notamment pour les produits de travail du grain (S39) : les prix des emplois intermédiaires (farine, malt aliments du bétail) baissent de 26%, alors que les prix des produits finaux (biscuits, pâtes alimentaires) ne baissent que de 10% avant marges ; le même phénomène s'observe sur les huiles et corps gras. Il faut signaler aussi le cas du sucre pour lequel la baisse des prix à la production profite intégralement aux clients étrangers, alors que les prix à la consommation restent stables en francs constants.

Enfin, il faut tenir compte des marges de commercialisation qui augmentent de 21 milliards de francs sur la consommation finale.

III - DES PRIX A LA PRODUCTION AUX PRIX A LA CONSOMMATION. LA QUESTION DES MARGES COMMERCIALES

Pour un certain nombre de produits, on constate des écarts importants entre les évolutions des prix à la production et celles des prix à la consommation :

Les fruits et légumes, qui ont baissé de 40% entre 1977 et 1989 au niveau de l'agriculture, ne baissent que de 5% au niveau du consommateur final ; de même, les produits des industries de la viande ou des conserves baissent de 21% au stade de la production et seulement de 6% à la consommation.

Même si, comme on l'a vu ci-dessus, la comparaison des indices de prix aux différents niveaux ne suffit pas, dans le cas des produits présentés ici, l'écart des indices traduit une mauvaise répercussion des baisses des prix à la production, imputable à un accroissement du prix du service commercial, c'est-à-dire de la rémunération du commerce par unité commercialisée.

L'évolution du prix du service commercial résulte à la fois du "taux de marque" (marge/ventes) et de l'évolution des prix de vente. Pour un certain nombre de produits alimentaires, la hausse du taux de marque, combinée à l'évolution des prix à la consommation, se traduit par une hausse du prix du service commercial au niveau du commerce de détail qui opère un prélèvement total sur la filière de 37 milliards de F (tableau 4).

Il faut préciser que la marge commerciale qui apparaît dans les équilibres ressources-emplois correspond à l'écart entre le prix d'acquisition par le commerce (prix départ usine ou départ ferme) et le prix payé par l'utilisateur final ; c'est donc la résultante des différents niveaux du circuit commercial (commerce de gros - commerce de détail) ainsi que des frais de transport intervenant entre ces niveaux. Cette marge ne doit donc pas être assimilée au prélèvement opéré par le seul

commerce mais c'est néanmoins un bon indicateur de l'efficacité du circuit commercial.

Tableau 4 - Evolution des marges commerciales

Produits	taux de marque %		prélèvement opéré par le commerce (MF 89)
	1977	1989	
Produits agricoles	37,6	49,7	16325
Produits de la viande	22,3	29,8	10610
Conserves	25,4	35,8	3085
Industries diverses	15,7	27,4	2836
Tabac	22,1	45,1	3165
Ensemble produits	des 23,7	31,0	37848

Contrairement à ce qui se produit au niveau de la consommation finale, sur les produits intermédiaires, les baisses de prix des produits conjuguées à une stabilité des taux de marge entraînent une baisse de prix du service commercial, ce qui traduit une amélioration de l'efficacité de la filière.

CONCLUSIONS

Au cours de la période 1977-89 les prix de la production agricole ont baissé de 24% en francs constants. L'essentiel de cette baisse a bénéficié aux acheteurs de consommations intermédiaires et aux clients étrangers. Le consommateur final n'a bénéficié directement que d'une petite partie de l'avantage apporté par la baisse des prix puisqu'il ne porte que sur les produits agricoles consommés en l'état (fruits et légumes, vins, oeufs).

Parmi les acheteurs de consommations intermédiaires d'origine agricole, les industries agro-alimentaires (IAA) sont les principaux bénéficiaires avec une baisse des prix de leurs approvisionnements de 23% en francs constants sur la période. La transmission de ces baisses de prix a été amplifiée par les IAA puisque les prix de la production des IAA ont baissé de 16% sur la même période, ce qui correspond, compte tenu de la part des CI agricoles dans le produit final, à la répercussion vers l'aval d'un avantage supérieur à celui obtenu en amont. Ce résultat a été permis par les gains de productivité réalisés au niveau des IAA.

L'apport de l'agriculture, prolongé par les IAA, est en partie gommé par le prélèvement opéré au niveau du commerce puisque le prix du service commercial apparaît en hausse à travers l'examen des équilibres ressources-emplois. Une analyse fine par produits montre que dans un certain nombre de cas l'écart entre l'évolution des prix à la production et des prix à la consommation est imputable à l'augmentation des marges commerciales.

Au total, sur l'ensemble des produits agricoles et agro-alimentaires, les prix à la consommation ont baissé de 5% en francs constants pour la période

étudiée. Le consommateur final n'est donc pas le principal bénéficiaire de la baisse des prix agricoles puisqu'il n'a retiré de cette baisse de prix qu'un avantage de 29 milliards de F contre 34 milliards pour le commerce et 51 milliards pour les clients étrangers. La baisse des prix agricoles a tout de même bénéficié aux consommateurs car il est probable que, si elle ne s'était pas produite, les

marges commerciales auraient connu la même évolution, et les prix alimentaires à la consommation, au lieu de diminuer, auraient augmenté en termes réels, ainsi que l'a montré l'examen des évolutions antérieures à 1977. Les produits alimentaires, auparavant facteurs d'inflation, sont devenus un élément modérateur des prix.

ELEMENTS DE METHODE

1 - Les sources comptables

les équilibres ressources-emplois

* Pour chaque année, la comptabilité nationale décrit les origines des biens et services et leurs utilisations à travers l'équilibre ressources-emplois (ERE) fondé sur l'égalité suivante :

Production + importations =

Consommation intermédiaire + consommation finale + formation de capital + variation de stock + exportation

Ces équilibres sont saisis en valeur, sauf pour les produits agricoles où ils sont obtenus en multipliant les quantités physiques par les prix : la production est évaluée au prix perçu par le producteur et les importations au prix CAF (coût assurance fret). Les emplois intérieurs sont évalués au prix payé par l'utilisateur et les exportations au prix FOB (franco à bord).

Les ressources et les emplois étant évalués avec des prix différents, l'égalité comptable ne peut être assurée que si l'on ajoute, à la valeur des ressources, les taxes (TVA grevant les produits et droits de douane) et les marges commerciales qui rendent compte de la différence entre les prix de base (prix départ usine ou départ ferme) et les prix payés par les utilisateurs.

* Pour chaque produit, est établi un équilibre ressources-emplois aux prix courants et aux prix de l'année précédente. Bien qu'on ne puisse parler de quantités physiques au sujet des marges, leur évolution est néanmoins décomposée en un indice de volume et un indice de prix : le taux de marge de l'année n-1 est appliqué au volume des produits correspondants de l'année n. Toute évolution des marges supérieure à l'évolution du volume des emplois sur lesquels elles portent se traduit donc dans l'ERE par une augmentation de prix du service commercial.

Les données sont présentées selon deux niveaux de nomenclature plus ou moins agrégés :

- le niveau 90, qui regroupe 11 familles de produits :

- S 01 Produits de l'agriculture
- S 35 Produits de la viande
- S 36 Lait et produits laitiers
- S 37 Conserves
- S 38 Pain et pâtisserie
- S 39 Produits de travail du grain
- S 401 Huiles et corps gras
- S 402 Sucre
- S 403 Produits alimentaires divers
- S 41 Boissons et alcools
- S 42 Produits à base de tabac

- le niveau 600, qui comporte 80 produits de l'agriculture et des IAA (contrairement aux ERE du niveau 90 ceux du niveau 600 sont établis hors TVA).

les tableaux d'entrées intermédiaires

Parmi les emplois de chaque produit, figurent les emplois intermédiaires qui sont utilisés dans le processus de production des autres produits. La répartition de ces emplois est fournie par le Tableau des Entrées Intermédiaires (TEI) établi au niveau 90. Chaque ligne du TEI donne la répartition des utilisations d'un produit par les branches qui l'utilisent comme consommation intermédiaire. On peut donc compléter les ERE en éclatant, à partir du TEI, le poste consommations intermédiaires entre les différentes branches utilisatrices. Comme pour les ERE, un TEI est établi pour chaque année aux prix courants et aux prix de l'année précédente.

2 - Traitements des données

Par confrontation des comptes aux prix courants et aux prix de l'année précédente, on peut calculer, pour chaque année et sur chaque poste, les indices de prix et les transferts de pouvoir d'achat engendrés par les variations de prix.

Le transfert de surplus de l'année n sur un poste est égal à la variation de prix en francs constants entre l'année n et l'année n-1 pondérée par la quantité de l'année n, ce qui s'obtient par soustraction des valeurs du poste au prix de l'année courante et au prix de l'année n-1 : $s = Q_n P_n - Q_n P_{n-1} = Q_n \cdot dP$

Le cumul des transferts annuels successifs mesure l'écart entre l'année initiale et une année quelconque. Les résultats présentés dans cette note correspondent au transfert global sur la période 1977-89.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BIMA. (1989). - Les gains de productivité de l'agriculture 1981-1988. **Bulletin d'information du Ministère de l'agriculture**, n° 1287, 21 décembre 1989.

BRESSON D. (1988) - **Industries agro-alimentaires**. INSEE, Base 80 des comptes nationaux, n° 2 à 5.

BUREAU J.C., BUTAULT J.P. et al. (1990).- Formation et répartition des gains de productivité dans les agricultures européennes sur la période 1967-1987. **EUROSTAT Série D - Études et analyses**.

CERC (1980). - **Productivité globale et comptes de surplus**. Documents du CERC n° 55-56, 3ème et 4ème trimestre 1980.

COURBIS R. et TEMPLE P. (1975). - **La méthode des "comptes de surplus" et ses applications macro-économiques**. Collections de l'INSEE, série C, n° 35.

DECHAMBRE B. (1988). - Les transferts de surplus sur la filière agro-alimentaire sur la période 1970-1985. In **Cahiers de statistique agricole (SCEES)**, n° 6/6, novembre-décembre 1988.